



DECLARATION REVENDICATIVE

En accord avec la décision de l'intersyndicale nationale de boycotter toutes les instances autres que les CAP et CHS, nous, élus CGT Finances Publiques et FO DGFIP de la Corrèze, avec le soutien de la CFDT, ne participerons pas à cette nouvelle mascarade de dialogue social.

Nous entendons réaffirmer notre opposition aux réformes en cours et refusons de cogérer avec vous la misère qui en découle. Ce n'est pas notre rôle.

Non, les agents ne veulent pas voir réduire les heures d'ouvertures des trésoreries. Ils exigent que cessent les suppressions d'emplois et l'envol de leurs missions qui les obligent à accepter cela et ajoutent à leur souffrance au travail déjà grande.

Non, notre avis sur les ponts naturels ne vous intéresse pas puisque la décision préfectorale est déjà prise.

Non, notre avis sur l'accueil sur rendez-vous ne vous intéresse pas. C'est un outil supplémentaire pour vider les accueils et se débarrasser du public, avec le contre appel destiné à dissuader les plus courageux .

Quant aux conventions de travail à distance entre trésoreries, elles accompagnent les réductions d'ouverture au public, le manque de personnel criant et la mise en place des réformes que nous combattons. Lors d'un précédent CT, l'intersyndicale avait demandé que de telles modifications d'organisation soient soumises au vote. Vous ne tenez compte ni de notre avis, ni de celui des agents qui ont déjà expérimenté ces contreréformes.

Et que dire de la mutualisation d'activités logistiques avec la préfecture ? Vous n'avez pas daigné participer au dernier dialogue informel à l'invitation du préfet...auquel nous étions pourtant présents.

L'ordre du jour étant à nos yeux, épuisé, nous pouvons regagner nos postes de travail.

Nous appelons plus que jamais tous les agents à se mobiliser pour mettre en échec les réformes en cours qui n'ont que pour but la destruction de la DGFIP.